

Rappels sur nos Armées

« À trop tirer sur la corde, elle finit par casser, il n'y a pas de gras dans nos armées si toutefois il y en a eu. On attaque le muscle, alors que la situation sécuritaire se dégrade »

La Loi de Programmation Militaire 2014-2019 prévoyait 190Md € de ressources.

1-Les budgets de la défense étaient en baisse. Ils ne prenaient pas en compte l'inflation et tablaient sur des ressources exceptionnelles d'un montant de 6 Mds. Ils devaient rester stables (31,4 milliards d'euros), jusqu'en 2017 et pouvaient éventuellement être légèrement augmentés les deux dernières années de la programmation à respectivement 31,78 et 32,5 milliards d'euros

C'est ainsi qu'en vingt cinq ans notre pays qui consacrait 3 % de son PIB à la Défense n'en consacrait plus que 1,5% en 2011, chiffre qui pourrait en 2025, si la même politique devait être maintenue, descendre au niveau de 1,1 %, ce qui ne permettrait plus aux autorités de notre pays de maintenir le rôle de la France au niveau qui est le sien aujourd'hui.

L'objectif, fixé lors du sommet de Newport de l'OTAN en 2014 était de 2 % du PIB consacré à notre défense à horizon de 2025; cela signifie rien d'autre que de privilégier l'Etat régalien (Armée, police, justice) au détriment de l'Etat providence. |

Pour information, les Français dépensent plus de 45 milliards d'euros chaque année pour leurs assurances – ce qui est presque 50 % de plus que le budget de la Défense, qui est pourtant la meilleure assurance de la Nation.

2- Les effectifs étaient fortement en baisse. En six ans, la Défense devait perdre encore 34000 postes qui venaient s'ajouter aux diminutions de la précédente LPM. Entre 2008 et 2019, 82000 postes devaient être supprimés. En 2014, le Ministère de la Défense a assumé à lui seul 60% des suppressions de postes de l'Etat.

3-Les matériels vétustes restent en service :

Nos avions ravitailleurs et les Transall datent du début des années 60

Les tout premiers A400M arrivent au compte goutte

Les véhicules blindés actuellement déployés et les hélicoptères Puma de l'Armée de terre ont eux-aussi presque 40 ans.

Situation actuelle

Depuis 1963, après la guerre d'Algérie et les affaires de Bizerte en Tunisie, la France a pris part à plus de 228 opérations extérieures, que ce soit seule ou dans le cadre d'une coalition ou d'une opération de maintien de la paix des Nations unies.

Depuis 1977 / la France a été impliqué dans 40 opérations : En Mauritanie, Zaïre, Tchad, (*Tacaud, Manta, Epervier*) Centre Afrique (*Barracuda*), Comores, Togo, Gabon, Rwanda, Côte d'ivoire (*Licorne*), Djibouti, Somalie, Afghanistan, Libye, Irak (*Première guerre du Golfe, puis Chammal*), Mali (*Barkhane*)

Aujourd'hui, nous sommes plus que jamais en guerre. Nos opérations s'installent dans la durée avec pour corollaire une usure des personnels et des matériels, Le terrorisme international, incarné par Daech et ses affiliés, a désigné notre pays comme cible.

Nos adversaires ne sont pas des individus isolés ou désorganisés; ce sont des groupes armés terroristes, islamistes radicaux, structurés, entraînés et déterminés. Ils ont leurs foyers au Levant, au Sahel et en Libye; leurs relais se déploient dans toute l'Europe ; leurs ramifications s'étendent à l'intérieur de nos frontières. Ils savent donc utiliser une forme de profondeur stratégique. La menace du non-droit est là ; non plus à nos portes, mais déjà au cœur de notre territoire, en Belgique, en Europe. Les modes d'action des terroristes, sont jusqu'aboutistes, fanatisés

Le chef d'état-major des armées, le général Pierre de Villiers, le répète depuis des mois « *A mission nouvelle, moyens nouveaux* ».

Pour la défense de l'avant, en Irak, en Syrie, en Jordanie, aux Emirats, au Mali, notre aviation de combat arrive à un « *taux d'engagement hors normes* », l'armée de l'air française est « *en limite de ses possibilités*, comme vient de le rappeler son chef d'Etat major. Elle est en première ligne sans interruption depuis ses premiers engagements en Mauritanie en 1977.

Notre Armée de Terre, au Mali, en Afrique de l'Ouest, dans la bande Sahélo-Saharienne, en Afrique Centrale, combat dans des conditions difficiles qui usent les personnels et mettent à dure épreuve des matériels vieillissants.

Sur notre propre territoire, depuis les attaques de l'EI, l'opération Sentinelle a été déclenchée Au total, ce sont donc à nouveau entre 8000 et 10 000 soldats qui arment cette seule opération et viennent s'ajouter aux 8 000 déjà déployés dans les OPEX.

La question de l'utilité d'un porte-avions se pose vraiment pour mener des frappes aériennes sur les théâtres d'opérations autour du bassin méditerranéen. Certains pensent que compte tenu des immobilisations régulières du Charles de Gaulle pendant de longs mois pour des révisions majeures, il serait indispensable d'en construire un second. Le coût est loin d'être négligeable et pourrait avoir des conséquences dramatiques sur les autres composantes de nos armées.

S'agissant du rôle de nos forces aériennes, dire qu'il est minimisé relève d'un constat indiscutable entretenu par les medias et les écrits de certains commentateurs militaires et civils, comme cela a été – et est - le cas pour nos opérations conduites en Afrique et au Moyen-Orient.

À l'occasion des opérations au Mali, bien des commentateurs n'ont pas eu en effet de mots assez flatteurs pour vanter les mérites, il est vrai, justifiés, des appareils de transport britanniques et ukrainiens intervenus au profit de nos unités. Ont été en revanche le plus souvent passés sous silence l'engagement de nos C130, de nos Transall et de nos premiers A400M « Atlas » -, sans même parler de nos Rafale et Mirage 2000 - en soutien opérationnel et logistique de nos forces terrestres. Ces dernières sont d'évidence en pointe aujourd'hui dans nos opérations africaines et il est logique qu'elles aient la primeur dans les commentaires des opérations. Ce n'est pas une raison pour oublier ceux qui opèrent pour en assurer le soutien et l'appui et ce, dans des conditions très difficiles pour eux aussi, compte-tenu de la dimension énorme des théâtres et des conditions climatiques particulières qui y règnent. Ajoutons que ceux qui déplorent aujourd'hui nos faiblesses réelles dans le domaine du transport aérien

stratégique sont souvent les mêmes qui se sont longtemps satisfaits de la solution consistant à louer, à prix d'or et avec des restrictions d'emploi plus ou moins sévères, des avions géants ukrainiens. Ainsi, a longtemps été masqué le besoin pourtant criant de nos armées en appareils de transport à grande capacité et à très long rayon d'action !

L'opération Chammal, en cours, donne un exemple encore plus marquant d'une information biaisée concernant nos forces aériennes. Déclenchée en septembre 2014, cette opération s'est traduite sur le plan aérien, on le sait, par l'intervention de Rafale et de Mirage 2000D de l'armée de l'Air répartis entre la base sise aux Émirats et une base « projetée » en Jordanie. Soit au total entre douze et quatorze appareils à très haute performance qui depuis septembre 2014, c'est à dire depuis deux années opèrent sans discontinuer au-dessus de l'Irak et depuis août 2015 également au-dessus de la Syrie pour des missions de frappes et de recueil du renseignement. Au total, le nombre de frappes s'élève aujourd'hui à plus de neuf cent dont 85% effectuées par les appareils de l'armée de l'Air et celui des heures de vol à près de dix mille.

Dès le début d'un tel engagement, les commentateurs n'ont eu de cesse de proclamer que ces frappes « ne servaient à rien » puisqu'il n'y avait pas de troupes au sol, affirmation qui relevait davantage d'un esprit de chapelle que d'une analyse sérieuse de la situation et qui en outre n'allait pas tarder à se révéler fausse. En effet, des renseignements ont filtré ici et là selon lesquels la plupart des missions effectuées étaient des missions de « close air support », c'est à dire d'appui rapproché...Il y avait donc des unités au sol dont l'origine était - et reste - en toute logique confidentielle. Silence des commentateurs !

En revanche, lorsque notre porte-avions a été engagé, d'abord en février 2015 pour deux mois puis fin novembre 2015 pour quatre mois, et aujourd'hui pour environ un mois, l'action aérienne n'a pas manqué et ne manque pas d'être présentée par les mêmes commentateurs comme étant décisive et ce, à grand renfort d'images de catapultages et d'appontages largement diffusées par les médias. Tant mieux pour les camarades marins. Tout se passe cependant comme si le fait d'être projetés à partir d'une base flottante transformait nos aéronefs jusqu'ici inopérants car basés au sol en redoutables moyens de destruction.

Il ne saurait être question de nier l'importance du soutien qu'apporte, par périodes, notre groupe aéronaval dans la conduite des opérations aériennes au Moyen Orient. Ce n'est pas une raison pour passer outrageusement sous silence la permanence de l'action aérienne assurée depuis deux ans par les détachements « Air » de Jordanie et des Émirats... lesquels ont engagé depuis plus d'un an la bataille de Mossoul en consacrant la plupart de leurs frappes et de leurs raids de reconnaissance dans le secteur de cette ville. Chaque armée a ainsi sa place et son rôle spécifiques, armées dont la complémentarité dans l'action confère à cette dernière son véritable caractère interarmées et en garantit l'efficacité

Compte tenu de toutes ces contraintes, le gouvernement a tout de même réexaminé la LPM en y apportant des modifications

1- EFFORT FINANCIER DE 3,8 Md€ supplémentaires sur 2015-2019 dont :

- 2,8 Md€ pour la fonction Protection
- 500 M€ pour l'entretien programmé des matériels
- 500 M€ pour les opérations d'armement

2- UNE MOINDRE DÉFLATION DE 18 750 postes

- pour renforcer dans la durée la posture de protection sur le territoire national ainsi que ses approches maritimes et aériennes
- pour faire face aux menaces dans le cyberspace
- pour répondre à l'augmentation des besoins en renseignement
- Politique des réserves : passer de 28 000 à 40 000.

3- UN EFFORT SIGNIFICATIF SUR LES ÉQUIPEMENTS ET LA DISPONIBILITÉ DES MATÉRIELS

- Aéromobilité :
 - 7 Tigre et 6 NH90/TTH supplémentaires
- Renseignement :
 - acquisition d'un 3e satellite d'observation spatiale et d'une charge utile ROEM sur drone Reaper
- Forces spéciales :
 - armement de deux C130 et renouvellement du parc de jumelle de vision nocturne
- Moyens navals :
 - anticipation du programme de frégates de taille intermédiaire (FTI),
 - acquisition d'un bâtiment multi-mission supplémentaire et acquisition patrimoniale de 4 bâtiments de soutien et d'assistance.
- Moyens aériens :
 - avancement de la livraison des 3 derniers avions ravitailleurs/12,(Un par an A/C de 2018)
 - achat de 4 C130,
 - acquisition de 25 pods TALIOS Thales supplémentaires pour le Rafale et le Mirage 2000

Mais il faut rester vigilant car pour le budget, quelle que soit la programmation budgétaire initiale, quelles que soient les déclarations d'intention, on peut toujours craindre le grignotage progressif en gestion des ressources financières du Mindef.

En particulier, il faut souligner que les Opérations extérieures, Sentinelle et la révision de la trajectoire des effectifs génèrent environ 950 millions d'euros de surcoûts. Une décision de non remboursement sur la durée de la LPM de l'opération Sentinelle reviendrait à annuler la totalité des ressources dédiées à la régénération des équipements, ainsi qu'une partie de celles dédiées à l'achat de matériels.

Dernier point important : le moral

Le Haut Comité à l'Évaluation de la Condition Militaire - le HCECM – a écrit dans son dernier rapport *"il existe parfois un sentiment d'une insuffisante considération par rapport à celle accordée aux autres catégories sociales"*.

Les personnels sont fortement sollicités car ils cumulent le poids des opérations extérieures et de l'opération sentinelle, souvent au prix de permissions non prises, de périodes de récupérations remises à plus tard, de remises en condition opérationnelle passées à la trappe avant de repartir combattre.

Les militaires ne sont pas des robots, ce sont des êtres humains, ils ont des familles et ce n'est pas en leur disant de « fermer leur gueule » pour reprendre l'expression d'Alain Juppé, pour

les empêcher d'exprimer leurs ressentis, que leur dévouement et leur adhésion aux décisions politiques resteront sans faille. A trop tirer sur la corde, elle finit par casser.

Nous devons être attentifs à ces femmes et ces hommes qui enchaînent les missions sans se plaindre et avec courage, supportent les dysfonctionnements du système de paiement des soldes Louvois, qui font passer leur devoir avant leurs droits ; ils ont besoin de notre reconnaissance et de notre soutien.

Général Jean MENU